



Questions et réponses

Questions et réponses sur la procédure devant la CPI suite au renvoi par le Conseil de sécurité des Nations Unies de la situation en Jamahiriya arabe libyenne



Pourquoi la CPI a-t-elle été créée ?

Les délégations des Etats à la conférence de Rome, en 1998, ont adopté le Statut de Rome, traité fondateur de la Cour pénale internationale (CPI), pour mettre un terme à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes.

La CPI est une cour internationale permanente, qui a été créée en vue d'ouvrir des enquêtes, de poursuivre et de juger des personnes accusées d'avoir commis les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale, à savoir le crime de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Au 1^{er} janvier 2011, 114 pays sont États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Parmi eux, 31 sont membres du groupe des États d'Afrique, 15 sont des États d'Asie, 18 sont des États d'Europe orientale, 25 sont des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et 25 sont membres du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

La CPI est-elle un bureau ou une agence de l'Organisation des Nations Unies ?

Non. La Cour pénale internationale est une entité indépendante, créée pour juger des crimes relevant de sa compétence, sans avoir besoin d'un mandat spécial de l'Organisation des Nations Unies. Contrairement aux autres tribunaux pénaux internationaux, la CPI n'a pas été créée par les Nations Unies, mais par un traité – le Statut de Rome. Le 4 octobre 2004, la CPI et l'ONU ont conclu un accord régissant leurs relations institutionnelles.

Que se passe-t-il suite au renvoi de la situation en Libye à la CPI par le Conseil de sécurité des Nations Unies ?


Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres (par un vote favorable de ses 15 membres), de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011, soulignant que les auteurs des attaques perpétrées contre des civils, y compris les attaques menées par des forces placées sous leur contrôle, doivent être amenés à répondre de leurs actes.

Comme prévu par le Statut de Rome, le Procureur doit d'abord procéder à un examen préliminaire des informations portées à sa connaissance afin d'évaluer s'il existe une base raisonnable pour ouvrir une enquête. Afin d'effectuer cette analyse, le Procureur peut recueillir des informations auprès des Etats, des organes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ou d'autres sources publiques crédibles.

Aux fins de cet examen, le Procureur doit vérifier :

- La compétence : Il doit examiner si les informations à sa disposition constituent une base raisonnable de croire qu'un crime relevant de la compétence de la Cour est ou a été commis ;
- La recevabilité : Il doit examiner si des affaires potentielles seraient recevables, ce qui inclut un examen de la gravité des crimes et de la complémentarité (à savoir s'il y a des procédures engagées sérieusement au niveau national).
- Les intérêts de la justice : Il doit examiner si, compte tenu de la gravité des crimes et des intérêts des victimes, il y aurait des raisons sérieuses de croire qu'une enquête ne servirait pas les intérêts de la justice.

Si le Procureur de la CPI décide d'ouvrir une enquête et s'il y a des éléments de preuve suffisants, le Procureur



pourra demander à la Chambre préliminaire de délivrer des mandats d'arrêts ou des citations à comparaître contre les personnes ayant, selon le Procureur, la plus lourde responsabilité pour les crimes présumés.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies peut-il suspendre une affaire une fois que la CPI a débuté ses enquêtes ?

Le Conseil de sécurité des Nations Unies peut, par une résolution adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte de l'ONU, suspendre une enquête ou une poursuite menée par la CPI pour une période de 12 mois, renouvelable dans les mêmes conditions, comme le prévoit l'article 16 du Statut de Rome.

Quels sont les crimes relevant de la compétence de la Cour ?

La Cour a pour mandat de juger des personnes, et non pas des États, et d'obliger ces personnes à rendre des comptes pour les crimes les plus graves touchant l'ensemble de la communauté internationale, à savoir le crime de génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

On entend par génocide des actes criminels comme le meurtre ou l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des personnes, lorsqu'ils sont commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.

Les crimes contre l'humanité incluent des actes criminels, comme le meurtre, la torture, les violences sexuelles et autres actes inhumains, commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque.

Finalement, par crimes de guerre, on vise les infractions graves aux Conventions de Genève ainsi que d'autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés, telles que le meurtre, les mutilations ou le pillage, lorsque ces crimes s'inscrivent dans le cadre d'un plan ou d'une politique ou sont commis sur une grande échelle.

Qui peut se retrouver devant la CPI ?

La Cour pénale internationale poursuit des individus, non des groupes ou des États. Tout individu qui serait responsable de crimes de la compétence de la Cour peut se retrouver devant la CPI. La politique pénale du Procureur consiste par ailleurs à se concentrer sur les individus qui portent la plus lourde responsabilité dans les crimes, au regard des preuves collectées, et sans tenir compte de leur éventuelle qualité officielle.

Si les principaux responsables exercent de hautes fonctions, politiques ou militaires, ne sont-ils pas à l'abri de poursuites ? Ne pourraient-ils pas bénéficier d'une immunité ou d'une amnistie ?

Aucun individu ne saurait être à l'abri de poursuites en raison des fonctions qu'il exerce ou du poste qu'il occupait au moment où les crimes concernés ont été commis.

Agir en qualité de chef d'Etat ou de gouvernement, de ministre ou de parlementaire n'exonère pas de la responsabilité pénale devant la CPI.

Dans certaines circonstances, une personne en position d'autorité peut même être tenue responsable des crimes commis par les personnes qui travaillent sous sa direction ou ses ordres.

De même, les amnisties ne sont pas opposables à la CPI. Elles n'empêchent donc pas la Cour d'exercer sa compétence.

Selon certaines allégations, la CPI ne viserait que des pays africains. Est-ce vrai ?

Non. La CPI est une cour indépendante ; ses décisions se fondent sur des critères juridiques et sont délivrées par des juges indépendants et impartiaux, conformément aux dispositions de son traité fondateur, le Statut de Rome, et d'autres textes juridiques régissant ses travaux.

La CPI s'intéresse à tous les pays qui ont accepté sa compétence ; ces pays se trouvent sur différents continents dont l'Afrique. C'est une cour fondée sur un traité, ce qui signifie qu'en devenant parties au Statut, les États acceptent volontairement la compétence de la Cour. Trois des cinq situations (à savoir la République démocratique du Congo, l'Ouganda et la République centrafricaine) sur lesquelles enquête actuellement la CPI ont été déférées à la Cour par les gouvernements de ces pays. La quatrième situation, le Darfour, a été déferée par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU prise en vertu du Chapitre VII de la charte de l'ONU (conformément à l'article 13 du Statut de Rome). En outre, le Procureur de la CPI a été autorisé par les juges de la Chambre préliminaire à ouvrir une enquête dans la situation au Kenya. Le Bureau du Procureur analyse actuellement des situations localisées sur quatre continents : l'Afghanistan, la Colombie, la République de Corée, la Côte d'Ivoire, la Géorgie, la Guinée, le Honduras, le Nigéria et la Palestine.

Les pays africains ont largement contribué à l'instauration de la Cour et ont influencé la décision de créer un Bureau du Procureur indépendant. A la Conférence de Rome, les déclarations les plus significatives qui furent faites au sujet de la Cour émanaient de l'Afrique. Sans le soutien de nombreux pays africains, le Statut de Rome n'aurait peut-être jamais été adopté. Quarante-trois pays africains sont actuellement signataires du Statut de Rome dont trente-et-un l'ont ratifié et sont donc parties au Statut, faisant ainsi de l'Afrique la région la plus largement représentée parmi les membres de la Cour. La confiance et le soutien continu ne venaient pas seulement des gouvernements mais aussi, et c'est fondamental, des organisations de la société civile de ces pays.